

Chiffres clés 2021

DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

11 633

au Conseil d'État

34 006

en cours administratives d'appel

233 254

en tribunaux administratifs

68 403

à la Cour nationale du droit d'asile

NOMBRE D'AVIS RENDUS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

1 141

EFFECTIFS DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

au 31 décembre 2021

4 201

dont

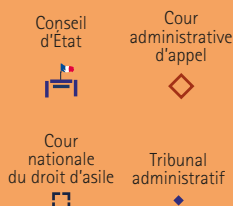
- 239 membres en activité au Conseil d'État
 - 1 206 magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
 - 431 agents du Conseil d'État
- 1 654 agents des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel
- 671 agents de la Cour nationale du droit d'asile

CARTE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES



BUDGET 2021

481,13 M€



La juridiction administrative :

- Le Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel*
- 42 tribunaux administratifs
- La Cour nationale du droit d'asile

* La cour administrative d'appel de Toulouse a été inaugurée en décembre 2021

Les décisions de justice

225 965

recours déposés via **TÉLÉRECOURS**
(procédure de transmission dématérialisée),
dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et au Conseil d'État

dont **22 953**

via **TÉLÉRECOURS CITOYENS**
(application dédiée aux particuliers non représentés par un avocat)

CONSEIL D'ÉTAT

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

11 633

+ 13 % par rapport à 2019*

dont jugées en urgence (référés) : 937

+ 99 % par rapport à 2019*

COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

34 006

- 1 % par rapport à 2019*

dont jugées en urgence (référés et sursis) : 1 688

+ 1 % par rapport à 2019*

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

7 mois

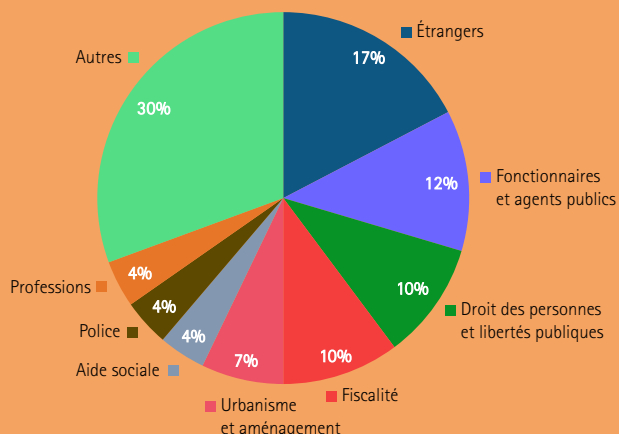
- 35 % entre 2011 et 2021

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

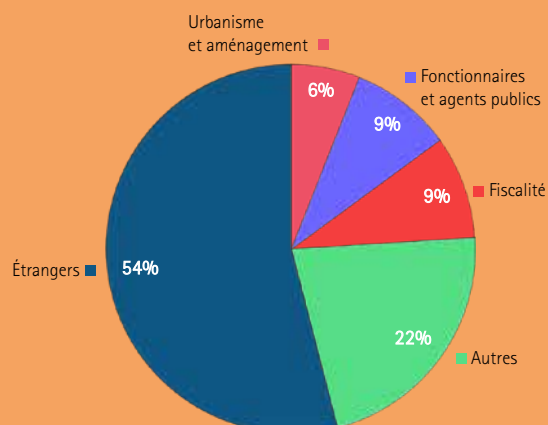
11 mois et **15** jours

- 7 % entre 2011 et 2021

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



* Compte tenu de la crise sanitaire en 2020, les comparaisons sont faites avec l'année 2019 pour obtenir des résultats significatifs. Les chiffres d'évolution sont arrondis.

1 849

médiations* terminées en 2021

53 % d'entre elles
ont abouti à un accord

*initiées essentiellement dans les tribunaux administratifs

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

233 254

+ 4 % par rapport à 2019*

dont jugées en urgence (référés) : 46 100

+ 32 % par rapport à 2019*

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

NOMBRE D'AFFAIRES JUGÉES

68 403

+ 3 % par rapport à 2019*

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

9 mois et 16 jours

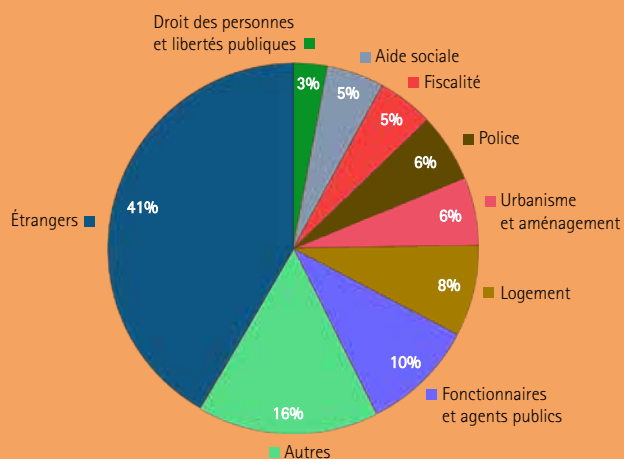
- 10 % entre 2011 et 2021

DÉLAI MOYEN DE JUGEMENT

7 mois

- 36 % entre 2011 et 2021

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



PAYS D'ORIGINE DES REQUÉRANTS



Bangladesh 11 %

Guinée 7 %

Nigéria 7 %

Turquie 7 %

Côte d'Ivoire 6 %

Afghanistan 6 %

Rép. dém. Congo 5 %

Pakistan 4 %

Sri Lanka 3 %

Haïti 3 %

* Compte tenu de la crise sanitaire en 2020, les comparaisons sont faites avec l'année 2019 pour obtenir des résultats significatifs. Les chiffres d'évolution sont arrondis.

Les avis juridiques indépendants

DU CONSEIL D'ÉTAT

1 141

avis rendus en 2021
au Gouvernement et au Parlement

NATURE DES TEXTES EXAMINÉS (exemples)

113

projets de loi
du Gouvernement

- Projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture
- Projet de loi relatif à l'enfance
- Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- Projet de loi constitutionnelle complétant l'article 1^{er} de la Constitution et relatif à la protection de l'environnement

11

propositions
de loi des
parlementaires

- Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte
- Proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques
- Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs

92

projets
d'ordonnance

- Projet d'ordonnance relatif à la mise en œuvre de la création de la cinquième branche du régime général de la sécurité sociale relative à l'autonomie
- Projet d'ordonnance portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'Etat
- Projet d'ordonnance relatif aux services aux familles

685

projets
de décret
réglementaire

- Projet de décret relatif à la protection du domaine public ferroviaire
- Projet de décret relatif au référent laïcité dans la fonction publique
- Projet de décret relatif aux examens médicaux obligatoires de l'enfant
- Projet de décret relatif à la fourniture d'électricité et de gaz naturel

10

projets et
propositions
de loi du pays

- Proposition de loi du pays relative à la protection des victimes de violence
- Projet de loi du pays favorisant l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

217

projets
de décret non
réglementaire,
individuel,
arrêté, décision

- Projet de décret approuvant l'avenant n° 2 à la convention de concession de l'aérodrome de Nouméa-La Tontouta accordée à la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie

13

avis rendus
sur question
du Gouvernement
ou des autorités
d'Outre-mer

- Avis portant sur la compétence de l'inspecteur du travail de la Polynésie française pour autoriser le licenciement de salariés protégés employés par l'Etat.
- Avis portant sur la répartition des compétences entre l'Etat et la Nouvelle-Calédonie en matière d'aide médicale et d'aide sociale.